

Recherches sociographiques



Évelyne TARDY, Manon TREMBLAY et Ginette LEGAULT,
Maires et mairesses. Les femmes et la politique

Caroline Andrew

Volume 41, Number 1, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057351ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057351ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Andrew, C. (2000). Review of [Évelyne TARDY, Manon TREMBLAY et Ginette LEGAULT, *Maires et mairesses. Les femmes et la politique*]. *Recherches sociographiques*, 41(1), 158–160. <https://doi.org/10.7202/057351ar>

juifs dans le réseau scolaire catholique et a, par là, entraîné leur anglicisation. » (M. LABELLE et J. LÉVY, 1995.) (La vérité, c'est que les Juifs de la diaspora se sont toujours donné comme règle de parler la langue du pouvoir; et que leurs enfants seraient moins dépayés dans une atmosphère « judéo-chrétienne » protestante que dans un milieu « pagano-chrétien » catholique.) L'exposé factuel est assis sur un bon arrière-plan historique et s'achève sur de sobres synthèses. Une volumineuse troisième partie nous offre une description très détaillée du réseau des écoles juives, basée en bonne part sur des données d'entrevues. Et Corcos n'a pas senti le besoin de « faire valoir » son solide travail par quelque problématique originale ou leçon de l'histoire. Le seul reproche que j'aurais à lui faire, je l'adresserai à son éditeur, qui aurait dû exiger la traduction des fort nombreuses citations en anglais.

Nicole GAGNON

Département de sociologie,
Université Laval.

Évelyne TARDY, Manon TREMBLAY et Ginette LEGAULT, *Maires et mairesses. Les femmes et la politique municipale*, Montréal, Liber, 1997, 111 p.

Ce petit livre présente les résultats d'une enquête par questionnaires et entrevues effectuées auprès d'un échantillon de maires et de mairesses des municipalités québécoises entre décembre 1993 et août 1995. Les auteures disent poursuivre deux objectifs : nous renseigner sur ce personnel politique fort peu connu et éclairer un aspect du débat actuel sur la décentralisation et les conséquences éventuelles d'une véritable décentralisation. La contribution sur le premier plan est évidente et importante tandis que sur le second, je crois que l'argument des auteures est moins clair. J'y reviens.

Les questionnaires ont été remplis par 337 élus municipaux : 88 mairesses et 249 maires. Ces réponses, ainsi que celle des entrevues permettent aux auteures de comparer le profil des mairesses avec celui des maires. Certains thèmes ressortent : les femmes se lancent en politique après que leurs enfants ont atteint une certaine autonomie et elles deviennent mairesses à un âge plus avancé que les hommes. La famille reste donc une contrainte importante pour l'engagement politique des femmes. Presque toutes les mairesses ayant un conjoint ont reconnu que l'accord du conjoint était une étape nécessaire dans le début de leur carrière politique tandis que seulement un maire a déclaré que l'accord de sa conjointe avait été une condition à son entrée en politique. La même contrainte ressort lors des élections – les mairesses ont souvent l'impression d'être attaquées, accusées d'avoir abandonné leurs enfants pour la politique. L'association des femmes avec le privé et des hommes avec le public joue encore au niveau de la politique municipale.

Les auteures dégagent deux profils de mairesses. Les premières cherchent à être reconnues comme êtres humains et n'ont pas de sympathie particulière pour les

femmes. Le deuxième profil moins répandu, est celui des femmes qui veulent être acceptées en tant que femmes et qui sont solidaires avec leurs semblables. L'un des éléments qui distinguent ce deux groupes est que les femmes solidaires proviennent davantage des conseils municipaux où siègent d'autres femmes. La différence semble donc découler du contexte minoritaire – là où les femmes sont vraiment en minorité, elles ont plus tendance à adopter le comportement « classique » des minoritaires – de se désolidariser des autres membres du groupe.

Les résultats de l'enquête indiquent donc que le milieu de la politique municipale est relativement conservateur. Ceci n'est certainement pas toujours le cas mais l'une des contributions du livre est justement de nous rappeler l'hétérogénéité du milieu municipal ainsi que la prédominance des petites municipalités. Dans beaucoup de ces milieux, le fait d'être femme en politique est encore nouveau et donc un peu déroutant. Cette conclusion est utile comme contrepoids au discours récent qui tente de construire un lien étroit entre les femmes et la politique municipale. L'enquête nous rappelle le traditionalisme de certains milieux municipaux et l'importance des dossiers de la voirie et des infrastructures.

En ce qui concerne la décentralisation, l'enquête montre que les femmes y sont plus réticentes que les hommes. En même temps elles sont plus critiques à l'égard des MRC et hésitent à leur accorder des pouvoirs plus étendus. Plusieurs interprétations viennent à l'esprit – beaucoup de groupes de femmes croient que la décentralisation va davantage marginaliser les femmes et le portrait du milieu politique municipal présenté dans le livre n'est guère encourageant pour la gent féminine. Autre interprétation : les femmes croient qu'une augmentation du pouvoir des MRC va complexifier les dossiers et rendre encore plus difficile l'accès à la politique municipale.

C'est ici que le propos sur la restructuration municipale me paraît moins clair. On observe des attitudes chez les femmes et chez les hommes à l'égard de la décentralisation et la régionalisation et on indique que certains changements actuels (les fusions par exemple) auraient probablement comme effet de réduire le nombre des femmes dans la politique municipale. Mais on ne voit pas très clairement le lien entre un véritable mouvement de décentralisation et le profil des femmes présenté dans le livre.

Ceci vient en partie du fait que le livre reste très près des résultats de l'enquête ; les auteures interprètent peu : elles présentent les réponses à des questions. Cela constitue en même temps la force et la faiblesse du livre. La force, parce que certaines réponses nous font réfléchir et permettent de construire des liens, des hypothèses ou même des théories. Mais le caractère détaillé et descriptif du texte empêche aussi parfois l'articulation claire des grands thèmes.

Malgré cette hésitation, le livre réussit très bien à jeter un éclairage sur les mairesses et sur les différences entre maires et mairesses. Le portrait est particulièrement intéressant parce que les dimensions étudiées couvrent le profil socioéconomique mais n'arrêtent pas là. Toute la discussion sur l'entrée en politique et sur les campagnes électorales est d'autant plus importante que nous connaissons fort peu de choses sur ces aspects de la vie politique. Et, comme le livre le montre

bien, puisque la politique municipale est fort différente de la politique québécoise ou fédérale, il est particulièrement utile de mieux connaître ce palier de gouvernement. Et même si la décentralisation ne se fait pas.

Caroline ANDREW

Département de science politique,
Université d'Ottawa.

Louise ST-LAURENT, *L'expérience de la solitude. Le cas des personnes séparées ou divorcées*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1998, 195 p.

Louise St-Laurent propose dans cet ouvrage une réflexion sur la solitude et le *néocélibat* au Québec issue d'une thèse de doctorat déposée en 1995 à l'Université Laval et remaniée aux fins de cette publication. Bien qu'on y retrouve encore çà et là les traces des exigences de cet exercice académique, le résultat est fort agréable à lire et riche d'enseignements. Les travaux sur la solitude au Québec se font rares et cela ne peut que faire perdurer sur le sujet des perceptions en décalage par rapport à la réalité, perceptions, comme le souligne l'auteure, d'ailleurs globalement plutôt négatives.

À partir des résultats d'une enquête réalisée auprès de néocélibataires – comme elle a choisi de les nommer – fréquentant un club de rencontres dans la région de Québec, Louise St-Laurent a procédé à une analyse minutieuse de leurs propos qui lui permettra de témoigner de la diversité et de la complexité des expériences de cette solitude qui suit une rupture conjugale, parfois voulue et parfois subie.

D'emblée, l'auteure se situe à contre-courant des conceptions fatalistes, voire catastrophiques de la solitude, qui ne semblent pouvoir la percevoir que comme expression du repli sur soi, du narcissisme ou encore de la société du vide. Son interprétation du phénomène s'attardera, au contraire, à retracer les signes positifs d'une expérience « émancipatoire » de la solitude, davantage vécue par de nombreux néocélibataires comme une réappropriation de leur propre existence. À cette volonté de rendre compte de la diversité des expériences se conjugue celle d'en dévoiler le caractère dynamique et changeant, depuis le moment de la rupture jusqu'à, parfois, plusieurs années plus tard.

L'expérience de la solitude dont il est ici question, c'est d'abord et avant tout celle de neuf femmes et onze hommes séparés ou divorcés qui sont ou ont été membres d'un club de rencontres pour personnes seules et ayant un statut professionnel ou semi-professionnel. Les participants à l'enquête sont en effet issus d'une classe sociale aisée; l'accès à un certain capital économique, culturel et social sera d'ailleurs un facteur très important à considérer dans l'interprétation de leurs propres représentations de ce qu'ils ont vécu depuis la rupture conjugale.